



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 12 – Septembre & Octobre 2022

Sommaire

➤ LIBYE

- Le rapport 2021 du Bureau d'audit pointe les excès du GUN et le manque de transparence de la BCL
- Une reprise de la production pétrolière menacée par l'instabilité politique
- L'entreprise française MATIERE décroche un contrat pour la construction d'un pont urbain à Benghazi
- Remise des lettres de créance de l'Ambassadeur de France M. Mostafa Mihraje

➤ TUNISIE

- Les services du FMI donnent leur accord pour un programme à la Tunisie de 1,9 Mds USD sur 4 ans
- La Banque Mondiale, la BERD, la BAD et la BEI octroient 500 M USD pour la sécurité alimentaire, dont 360 M USD dédiés aux achats de céréales
- Les conséquences de la guerre en Ukraine alimentent l'inflation et les déficits extérieurs et ébranlent la reprise
- Présentation de la ligne de crédit aux PME et banques tunisiennes de Kairouan et de Gabès
- Premier Forum Afrique-France de la Transition Ecologique et Energétique organisé à Tunis
- Un nouveau projet de jumelage France-Tunisie en matière d'encadrement vétérinaire
- France TV poursuit son déploiement à l'international et arrive en Tunisie

Editorial

Après des mois de discussions et de négociations, les autorités tunisiennes ont obtenu le 15 octobre l'accord des services du FMI pour un nouveau programme sous la forme d'un mécanisme élargi de crédit d'un montant de 1,9 milliards de dollars sur 4 ans. Cette annonce espérée, attendue mais pas forcément aussi tôt, est une bonne nouvelle. Certes, elle doit encore être confirmée par le conseil d'administration du Fonds en décembre 2022 mais elle confirme déjà, s'il en fallait, le sérieux et la qualité du travail du gouvernement conduit par madame Bouden. Elle ouvre la voie à la mobilisation de tous les autres bailleurs bilatéraux ou multilatéraux qui conditionnaient leur soutien à un programme FMI et elle marque surtout le soutien de la communauté internationale au programme de réforme décidé par les Tunisiens eux-mêmes. Reste maintenant à mener à leur terme les réformes annoncées. L'engagement que les autorités tunisiennes ont pris doit se poursuivre tout au long du programme pour permettre à la Tunisie d'assurer le redressement de ses fondamentaux macroéconomiques et de regagner en capital confiance vis-à-vis des bailleurs. Rien ne serait pire pour le crédit de la Tunisie que de s'arrêter au milieu du gué et de manquer à ses engagements dès les premières revues.

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités économiques et politiques

- **Le rapport 2021 du Bureau d'audit pointe les excès du GUN et le manque de transparence de la BCL**

Le Bureau d'audit libyen a publié fin septembre son rapport de près de 1000 pages portant sur l'exercice 2021. Par cet exercice annuel, le Bureau d'audit exerce sa mission de contrôle financier et de performance de l'État libyen et des institutions et entités gouvernementales. **Cette édition, qui arrive dans une période de forte tension politique, est particulièrement critique envers les pratiques du GUN et de nombreuses institutions publiques.**

Le Bureau d'audit indique dans son rapport que les recettes de 2021 ont dépassé 105 Md LYD pour la première fois dans l'histoire du pays, tandis que les dépenses ont atteint environ 86 Md LYD, avec un excédent de 19,7 Md. Les revenus pétroliers de l'État se sont élevés en 2021 à 22,9 Md USD et la demande de devises étrangères a dépassé les revenus pétroliers de l'État. Le rapport fait par ailleurs état de l'exécution des dépenses des crédits alloués à la Chambre des représentants (507 M LYD), au Haut Conseil d'État (10 M LYD) au Conseil présidentiel (320 M LYD) et au cabinet du Premier ministre du GUN (496 M LYD).

Les éléments les plus commentés du rapport sont ceux faisant état de corruption financière et de dépenses dites abusives au sein de différentes institutions de l'État. Ont notamment été relevés les 500 000 LYD mensuels alloués aux trois repas quotidiens au conseil du Premier ministre du GUN, les 1,2 M LYD dépensés en novembre 2021 pour la restauration et le nettoyage de la suite de M. Aldabaiba ou encore le montant des cadeaux offerts par le PM à ses invités (12 M USD de montres de luxe).

La Banque Centrale libyenne a également été écornée par le rapport, qui a pointé le manque de transparence de l'institution, la faiblesse des mécanismes mis en place en ce qui concerne la liquidité et le développement de méthodes de paiement alternatives (distributeurs automatiques et cartes de crédit) ou la non-exécution d'ordres de paiement (liste non exhaustive).

Salué par des acteurs internes et externes (notamment l'Ambassade des Etats-Unis), le rapport a été sévèrement critiqué par le PM du GUN

Aldabaiba ainsi que par la BCL qui a publié un document en forme de droit de réponse qui récuse une à une les critiques du Bureau d'audit. La BCL a notamment pointé les accusations « subjectives et non professionnelles » du Bureau d'Audit. Quelques semaines après la publication du rapport, le PM du GUN a néanmoins pris un certain nombre de mesures de réduction des dépenses des ministères (repas, cadeaux, voyages, sécurité, nombre de conseillers, etc.)

Actualités sectorielles

- **Une reprise de la production pétrolière menacée par l'instabilité politique**

Le blocus pétrolier sur six champs d'extraction intervenu entre mi-avril et mi-juillet 2022 a entraîné une chute de 865 000 b/j de la production pétrolière et de près 220 M de m3 de la production de gaz naturel par jour. Le coût de ces trois mois de blocage est estimé à environ 3,5 Md USD.

Au milieu de l'été, le remplacement du président de la NOC Mustafa Sanalla par Fahrat Bengdara rebattait les cartes et laissait entrevoir un fragile équilibre entre les intérêts de l'ouest et de l'est dans le domaine du contrôle et du partage du pouvoir dans le domaine des hydrocarbures.

Depuis début août 2022, la production pétrolière atteint à nouveau ses niveaux pré-blocus, autour de 1,2 Mb/j de pétrole brut et 50 000 b/j de condensats. Mi-octobre, les projections de l'OPEP tablaient pour la Libye sur une production moyenne de pétrole brut pour l'ensemble de l'année 2022 à 1,02 b/j, contre 1,18 b/j en 2021 ; un moindre mal compte tenu de l'ampleur du blocus intervenu en 2022 mais un scénario qui implique néanmoins la poursuite de l'équilibre actuel, pourtant menacé par l'accumulation de tensions internes et externes.

Le nouvel équilibre précaire issu de l'accord entre M. Aldabaiba et M. Haftar sur le remplacement de M. Sanalla par M. Bengdara à la tête de la NOC pourrait être fragilisé par la réactivation du Conseil Supérieur de l'Energie, organe créé en 2009 mais jamais mis en place. Doté de larges prérogatives, ce Conseil est présidé par le Premier Ministre du GUN en personne. Sont membres les ministres des hydrocarbures, du plan, de l'économie, des finances, le chef du bureau d'audit, le Directeur de la BCL, le président de la NOC, de la GECOL et de l'Organisation pour les énergies renouvelables. Ce conseil supérieur de l'Energie rebat les cartes dans le jeu

crucial du contrôle du secteur des hydrocarbures et place M. Aoun, ministre des hydrocarbures et M. Bengdara, président de la NOC, dans une situation inconfortable.

En outre, **la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement du GUN et la Turquie sur la coopération en matière d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures a contribué à la montée des tensions.** Cette signature a suscité la condamnation d'acteurs internationaux au premier rang desquels la Grèce ou l'Égypte qui craignent qu'il puisse conduire à des activités d'exploration et de développement dans les zones économiques exclusives qu'elles revendiquent. Ce dernier protocole d'accord fait suite à un accord contesté de novembre 2019 sur la frontière maritime entre la Libye et la Turquie, qui étendait considérablement leurs délimitations maritimes au détriment de la Grèce et de l'Égypte. **Ce dernier mouvement du Premier ministre du GUN illustre la redistribution des rôles en cours au sein du secteur libyen des hydrocarbures, auparavant contrôlé par la NOC de M. Sanalla.**

Enfin, les tensions sociales dans le sud-ouest libyen menacent directement la production pétrolière, les rumeurs de fermeture imminente par des groupes locaux se faisant de plus en plus insistantes. Environ 370 000 b/j sont produits dans cette zone, répartis entre le champ d'El Sharara (300 000 b/j), dirigé par Repsol (participation de TotalEnergies), et le champ d'El Feel (70 000 b/j), dirigé par Eni.

➤ **L'entreprise française MATIERE décroche un contrat pour la construction d'un pont urbain à Benghazi**

Après de longues années de prospection en Libye et particulièrement dans la région Est du pays, la société MATIERE SAS, spécialisée dans le domaine des ouvrages d'art, a finalement décroché un contrat avec une société privée libyenne pour la construction d'un pont urbain dans la ville de Benghazi.

MATIERE SAS intervenant en qualité de sous-traitant est en charge des études d'exécution, de la fabrication, du transport et de l'assistance technique au montage de la charpente métallique, les parties infrastructure et génie civil étant à la charge de la société locale. L'ensemble des composants métalliques de ce projet seront fabriqués en France, dans l'usine MATIERE situé au Creusot et transportés jusqu'à Benghazi depuis le port de Fos sur mer.

Ce pont de 320 m de long et 14 m de large (2x2 voies de circulation) contribuera à la réduction de la congestion du

trafic urbain dans la zone. La fabrication en usine a été lancée et les premières expéditions devraient débuter d'ici la fin du mois de novembre 2022.

Il s'agit du premier pont qui sera construit à Benghazi depuis plus de 33 ans. Le délai de réalisation contractuel pour la société mandataire est de 7 mois.



Evènements

➤ **Remise des lettres de créances de l'Ambassadeur de France M. Mostafa Mihraje**

Au cours d'une cérémonie officielle organisée le 29 octobre 2022 au siège du conseil présidentiel à Tripoli, le nouvel Ambassadeur de France en Libye, M. Mostafa Mihraje, a remis ses lettres de créance au Président du Conseil Présidentiel Libyen M. Mohamed El-Menfi. A cette occasion, M. Mihraje a rappelé que la France était pleinement mobilisée pour promouvoir la coopération bilatérale. L'Ambassadeur a affirmé la détermination de la France à continuer à accompagner les aspirations des Libyens à vivre dans un pays sûr, uni, souverain et prospère et à promouvoir une solution politique fiable via l'organisation d'élections législatives et présidentielles en soutien à l'action des Nations Unies et du nouveau représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies (SGNU), M. Abdoulaye Bathily.

Cette cérémonie fait suite à la présentation des lettres de créances de M. Mihraje à la Ministre libyenne des Affaires Etrangères Mme Najla El-Mangoush le 26 octobre.



TUNISIE

Actualités économiques

- Les services du FMI donnent leur accord pour un programme à la Tunisie de 1,9 Mds USD sur 4 ans



À l'issue des assemblées annuelles d'automne, les services du FMI ont annoncé, dans un communiqué de presse du 15 octobre 2022, **qu'un accord en vue de l'octroi d'un nouveau prêt (mécanisme élargi de crédit) de 1,9 Mds USD sur 4 ans** avait été trouvé avec les autorités tunisiennes. Ce mécanisme viendra en soutien du programme de réforme économique décidé par les autorités tunisiennes. Ce programme met l'accent sur l'équité fiscale, la maîtrise des dépenses, le filet de sécurité sociale grâce à une augmentation des transferts monétaires, la réforme des entreprises publiques et enfin les réformes structurelles pour stimuler la concurrence et l'investissement. La communauté internationale est appelée à contribuer à la réussite du programme en débloquant des financements supplémentaires.

Cet accord doit encore être approuvé par le conseil d'administration du FMI mi-décembre. Son approbation reste tributaire de la mise en œuvre préalable de mesures économiques par les autorités tunisiennes et de la garantie du soutien financier d'un certain nombre de pays notamment les pays du Golfe, pour s'assurer que le programme sera financé dans la durée. Il ouvrira alors la voie aux décaissements des autres bailleurs bilatéraux et multilatéraux dans un contexte budgétaire tunisien tendu.

Indépendamment de la finalisation de cet accord, le versement d'un prêt budgétaire de l'AFD de 50 MEUR

reste conditionné à l'adoption d'une loi sur les entreprises publiques.

- La Banque mondiale, la BERD, la BAD octroient 360 M USD pour la sécurité alimentaire, dont 290 M USD dédiés aux achats de céréales

La **Banque mondiale a octroyé un prêt de 130 MUSD** fin juin dont 95 MUSD étaient destinés à la sécurisation des achats de blé tendre et orge, et 25 MUSD pour l'achat de semences. Les 10 MUSD restants sont destinés au soutien aux mesures structurelles pour renforcer la résilience alimentaire de la Tunisie. **La BERD a également approuvé un prêt de 150,5 MEUR** à l'office des céréales en août presque intégralement destiné à l'achat de blé tendre, à l'exception d'une enveloppe d'assistance technique de 2 M EUR pour l'amélioration de la gouvernance dans le secteur céréalier. Un **prêt de la BAD de 80 MUSD**, dont 43 MUSD pour l'achat de blé et orge, a été approuvé au conseil d'administration du 12 octobre. Le reste du prêt est destiné à l'achat et distribution d'engrais et semences pour 100 000 agriculteurs, au renforcement des structures de conseils, de contrôle de la qualité et de recherche, à l'augmentation des superficies cultivées en blé dur et orge (objectif de 350 000 ha supplémentaires) et à l'augmentation de la productivité. Enfin, un **prêt de la BEI de 150 MEUR** doit être approuvé en novembre, dont 75 MEUR devraient être destinés à l'achat de céréales. Au total c'est environ 360 MEUR qui auront été engagés pour sécuriser les approvisionnements de près de 900 000 T de blé dur, blé tendre et orge.

- Les conséquences de la guerre en Ukraine alimentent l'inflation et les déficits extérieurs et ébranlent la reprise

Après -8,7% en 2020 et +3,1% en 2021, **les perspectives de croissance 2022 ont été révisées à la baisse de +3,1 à +2,2% par le FMI** à l'occasion de la sortie du dernier « World Economic Outlook » d'automne, et ne sont que de +1,6% pour 2023. Le choc de la hausse des prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires largement importés, s'il est en grande partie absorbé par le système de subventions des prix des produits de base, érode le pouvoir d'achat, menace les approvisionnements du pays et accroît encore les tensions financières déjà élevés de la Tunisie : de 4,9% fin 2020, l'inflation est remontée à 9,2 % en septembre 2022 et les difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures et produits alimentaires par les

monopoles publics se sont multipliées. Les conséquences de la crise russo-ukrainienne menacent également les moteurs de reprise que furent en 2021 et jusqu'à cet été la demande européenne et le tourisme.

L'explosion du coût des importations d'énergie et de denrées agricoles met la balance des paiements sous pression. Après s'être résorbé de 8,4% du PIB en 2019 à 5,4% en 2021 pendant la crise sanitaire, le déficit courant pourrait atteindre 9,1% du PIB cette année, selon le FMI malgré la hausse continue des transferts des Tunisiens de l'étranger (+17% 1,2 Md USD au 1^{er} semestre) et la reprise des revenus du tourisme (+87% à près de 1 Md USD sur les 9 premiers mois). Le déficit commercial sur les 9 premiers mois de l'année s'est en effet creusé de 7,1 Md TND en un an pour atteindre 19,2 Md TND (6 Md USD), sous l'effet de la hausse record des importations d'énergie et de produits agricoles. Les tensions persistent sur le financement du déficit courant : l'attractivité du pays continue de décliner et les entrées de capitaux - prêts étrangers et IDE- ont nettement diminué. Alors que le dinar s'est déprécié de 13% par rapport au dollar depuis le début de l'année passant de 2,90 à 3,28 TND/USD, les réserves en devises baissent régulièrement depuis le pic de 162 jours d'importation fin 2020 pour s'établir actuellement à 103 jours (7,1 Mds USD).

Evènements

➤ Présentation de la ligne de crédit aux PME et banques tunisiennes de Kairouan et de Gabès

Le [Service Economique Régional de Tunis](#) a présenté aux PME et aux banques commerciales de Kairouan et de Gabès les 22 et 23 septembre la ligne de crédit destinée aux PME et aux PMI tunisiennes. Mise en place depuis janvier 2020 par la Direction générale du Trésor, cette ligne de crédit d'un montant de 30 millions d'euros a pour objectifs de faciliter l'investissement productif des PME tunisiennes et de renforcer leurs liens avec les entreprises françaises. Ces deux rencontres organisées conjointement avec la chambre de commerce et d'industrie du Centre et la chambre de commerce et d'industrie du Sud Est ont permis aux PME et aux banques implantées à Kairouan et à Gabès de mieux s'approprier les mécanismes de cet outil de financement.

Ligne de crédit destinée aux PME/PMI tunisiennes de 30 M EUR	
24 M EUR destinées à l'achat de biens et services d'origine française	6 M EUR de dons destinés aux mesures d'accompagnement liées à l'acquisition et réalisées par des fournisseurs français
Critères des entreprises bénéficiaires	
Le capital est majoritairement tunisien	Le volume d'investissement ne dépasse pas les 15 M TND (y compris les investissements d'extension et de fonds de roulement)
Une ligne compétitive	
<i>Pour une rétrocession en euros (EUR) :</i>	<i>Pour une rétrocession en dinars (TND) :</i>
<ul style="list-style-type: none"> Taux d'intérêt : 2,5% l'an au maximum Durée de remboursement : 15 ans dont 10 de grâce au maximum 	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'intérêt : 6,5% l'an au maximum Durée de remboursement : 12 ans dont 5 ans de grâce au maximum

➤ Premier Forum Afrique-France de la transition écologique et énergétique organisé à Tunis

Fin septembre 2022 s'est tenue la première édition du Forum Afrique-France de la transition écologique et énergétique à Tunis. Organisé par Business France avec le soutien de l'Agence de l'Environnement de la maîtrise de l'Energie (ADEME) et du groupe Schneider Electric, cet évènement qui rassemblait gouvernements, collectivités territoriales, institutions financières et entrepreneurs visait à favoriser le développement d'une coopération professionnelle et économique plus solide en matière de transition écologique et énergétique devenue un enjeu d'avenir majeur pour le continent africain. A l'occasion de ce forum a été organisée une série de conférences techniques. Portant sur les thèmes de la sobriété énergétique, de la gestion des déchets, de l'accès à l'eau et à l'électricité et de la promotion des mobilités durables, ces conférences étaient avant tout destinées au partage d'expertise et à la présentation de solutions innovantes et concrètes aux décideurs tunisiens, algériens, libyens, égyptiens, camerounais, ivoiriens et sénégalais présents.



➤ Un nouveau projet de jumelage France – Tunisie en matière d'encadrement vétérinaire

La France est leader du nouveau projet de jumelage qui vient de démarrer en Tunisie, dédié au « Renforcement du dispositif national d'encadrement vétérinaire de la santé animale » (réf TN 18 ENI AG 01 21), dont le

bénéficiaire est la Direction Générale des Services Vétérinaires (DGSV) au sein du ministère en charge de l'agriculture.

Ce jumelage fait partie de l'instrument de voisinage sud de l'Union européenne. Il est financé à hauteur de 1,5 M€ et durera 36 mois. La France mène ce projet en consortium avec l'Italie (IZS Teramo).

Trois thématiques y seront développées :

- Politique, cadre légal et organisation des autorités compétentes (AC) : il s'agira de proposer une révision des textes réglementaires de manière à mieux définir l'organisation et les missions des AC compétentes en matière de santé et de bien-être animal et à harmoniser ces textes avec l'acquis de l'UE ;
- Management et renforcement des capacités, tant en matière de gouvernance et d'organisation que de renforcement des capacités managériales et techniques des services vétérinaires ;
- Communication : l'objectif est de définir une stratégie de communication et d'organiser des campagnes destinées à sensibiliser les acteurs de terrain sur les activités des services vétérinaires.

diffuser par Chromcast/Airplay. Cette application sera accessible grâce à un partenariat avec l'opérateur français Orange.



➤ France TV poursuit son déploiement à l'international et arrive en Tunisie

Le groupe audiovisuel français va proposer « France.tvGO », une application mobile et tablette pour accéder aux contenus et aux chaînes de télévision hors de France qui permettra aux francophones de suivre l'actualité ainsi que de nombreux programmes. Les quatre chaînes de télévision (France 2, France 3, France 4 et France 5) seront en effet disponibles en Tunisie dès 2023. L'application mettra à disposition un large catalogue contenant séries, fictions, magazines, débats et divertissements pour enfants et adultes. Elle offrira la possibilité de reprendre les lectures en cours, de créer des playlists de programmes favoris et de les

CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- 12-14 novembre : International Exhibition for Renewable Energy Technologies and Energy Efficiency (LiboReEx) à Misrata
- 14-17 novembre : Libya International Information and communication Technology Forum (TAQNYA Expo 2022) à Tripoli
- 22-23 novembre : The Libya Energy and Economy Summit à Tripoli
- 28-30 novembre : Salon du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables, à Tripoli
- 16-18 janvier 2023 : Tunisian-Libyan Trade and Industry Development Exhibition à Misrata
- 20-22 février 2023 : Libya Oil and Gas Fair à Tripoli

Tunisie :

- 19-21 novembre : 18^{ème} Sommet de la Francophonie, à Djerba
Sur le thème "Connectivité dans la diversité : le numérique, vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone". Délégation Business France EDTECH et **Forum économique** sur le thème « Pour une croissance partagée dans l'espace francophone ».

Indicateurs

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	+3,1% (g.a.) (2021) +2,8% (g.a.) (T2 2022)	-18,5% (g.a.) (projections FMI 2022)
PIB par habitant	3 888 USD (2021)	6 747 USD (2020)
Taux de chômage	15,3% (T2 2022)	19,6% (2021)
Taux d'inflation	9,1% (septembre 2022)	5,5 % (projections FMI 2022)
Taux d'intérêt directeur	7,25%	3,0%
Balance commerciale	-19,2 Md TND (septembre 2022)	25 Mds USD (2021)
Compte courant	-1,9 Md TND (T1 2022)	16,6 Mds LYD (Projections FMI 2022)
Dette publique	82,6% du PIB (2022)	90% du PIB (2021)
Flux d'IDE	596 M TND (+73% en g.a.) (T1 2022)	-487 M LYD (déc. 2020)
Production de pétrole brut	35 500 b/j (août 2022)	1,2 M b/j (octobre 2022)
Indice de perception de la corruption 2021	83 ^{ème} /180	173 ^{ème} /180

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international